



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 386 du 1^{er} juin 2025

Au sommaire :

- Bayrou, aux ordres du FMI et du Medef, se rêve en maître d'œuvre d'une offensive majeure contre le monde du travail - *Galia Trépère*
- Gaza, la guerre génocidaire d'Israël, l'hypocrisie abjecte de ses alliés ou la déroute des vieilles puissances impérialistes occidentales - *Yvan Lemaitre*

Bayrou, aux ordres du FMI et du Medef, se rêve en maître d'œuvre d'une offensive majeure contre le monde du travail

Mardi dernier, sur RMC et BFM, Bayrou a décliné les grandes lignes d'un plan d'austérité renforcée contre les travailleurs et la population au nom de la réduction des déficits et de la dette, un « *Himalaya* » a-t-il dit. Alors que des coupes de 40 milliards dans les dépenses publiques sur le budget 2026 ont déjà été envisagées, il proposera début juillet un « *plan de retour à l'équilibre des finances publiques sur trois ou quatre années* ». Sans doute espère-t-il en posant à l'homme d'Etat responsable qui ose affronter l'impopularité au nom de l'« intérêt national », c'est-à-dire celui du capital, sauver sa place et survivre à une motion de censure annoncée. Qu'importe ses calculs, toujours est-il que la politique qu'il prétend mettre en place répond aux demandes de la bourgeoisie. Quelques jours avant son annonce, le FMI, protecteur de la finance internationale, avait publié ses recommandations à l'État français lui préconisant des « *efforts cruciaux* » et des « *réformes structurelles* » - dans la Fonction publique, sur les retraites et la protection sociale.

« *Mon but*, a indiqué Bayrou, *c'est que chacun des Français qui nous écoute [...] se dise "On ne peut pas faire autrement"*. » Il prépare les esprits à accepter de nouveaux sacrifices nécessaires, selon lui, avec entre autres le projet formulé depuis près de 20 ans d'une « *TVA sociale* », plusieurs fois mis en échec mais toujours réclamé par le Medef.

Macron lors de son intervention fleuve à la télé le 13 mai, la Cour des comptes, le FMI, Bayrou, les dirigeants du Medef et à leur suite tous les commentateurs à leurs ordres nous rabâchent la même rengaine sur la nécessité de réduire l'endettement de la France sous peine que l'État ne puisse trouver de nouveaux financements, de nouveaux emprunts sur les marchés financiers, qu'il ne puisse plus fonctionner ni... mener à bien le « *réarmement* » de la France face à la « *menace russe* ».

Par leur politique austéraitrice destructrice de tous les progrès sociaux conquis par la pression et la lutte des exploités, ils anticipent la faillite en prétendant l'éviter !

La « *TVA sociale* », mensonge et cynisme du « *faire payer tous les Français* »

« *L'idée de faire payer davantage sur la consommation que sur le travail* », autrement dit une augmentation de la TVA, baptisée cyniquement « *TVA sociale* » parce qu'elle servirait à financer la protection sociale, refait son apparition.

La TVA déjà existante est l'impôt le plus injuste qui soit, un impôt indirect que « *tous les Français* » paient -pour reprendre l'expression de Bayrou- au même pourcentage sur les produits qu'ils achètent, indépendamment de leurs revenus ou de l'existence ou non de leur fortune. Elle procure 200 milliards de recettes à l'État, sur les 550 milliards qu'il perçoit au total, bien plus que l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés réunis.

Quant à l'idée de faire payer moins « *sur le travail* », avec cet art consommé du mensonge, c'est le capital, et non les travailleurs, qu'il s'agit d'épargner. Il s'agirait d'un nouveau moyen d'abaisser encore les cotisations sociales du patronat pour diminuer ce qu'ils appellent le « *coût* » du travail, le salaire brut. Et de faire miroiter le leur d'une hausse du salaire net.

Or les cotisations sociales sont une partie du salaire qu'elles soient patronales (les « *charges* » comme ils les appellent) ou salariales. A l'origine, elles finançaient intégralement la protection sociale mais au fil des différents gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, qui en ont allégé la part patronale, les cotisations sociales ne financent plus que 50 % de la protection sociale, le reste étant financé par la CSG, par différents impôts et, déjà, par une partie -30 %- de la TVA.

Une augmentation de 1 % de la TVA permettrait à l'État d'empocher sur le dos de la population jusqu'à 13 milliards d'euros supplémentaires.

Encore et à nouveau l'argument de la dette... et de la guerre

L'argument massue pour se livrer à un tel racket, c'est le montant faramineux du déficit de l'État et des dettes publiques dont tous les gouvernements rendent les travailleurs responsables. Une inversion totale de la réalité !

Les déficits et la dette (3300 milliards d'euros, 112 % du PIB) ont été créés par le transfert croissant de richesses du travail vers le capital par l'État lui-même, une perfusion de plus en plus massive dont profitent les grands groupes capitalistes qui reçoivent des subventions (200 milliards d'euros par an) sous toutes les formes. C'est aussi le prix payé à « *l'attractivité de la France* », leitmotiv de Macron pour attirer les capitaux, offerts aux fonds financiers, dont ceux des multinationales françaises elles-mêmes, qui s'introduisent au capital des entreprises de tous les secteurs pour pomper la moindre possibilité de profits existante au prix de la surexploitation des salariés.

L'augmentation faramineuse des dépenses militaires y contribue maintenant au nom de la « *menace russe* » et elle dépasse les chiffres officiels du budget militaire, sous forme de restes à charge (8 milliards d'euros en 2024 qui devront être payés en 2025) et d'« *autorisations d'engagement* » -en clair des commandes aux industriels non encore financées. Comme quoi l'État sait trouver pour les industriels de l'armement l'argent qu'il serait impossible de verser dans des activités utiles à la population, comme les hôpitaux et les autres services publics ou la protection sociale.

Cette politique est une rente pour le capital auquel l'État paye les intérêts de la dette et dope les cours en bourse, les spéculations et les dividendes des actionnaires.

Saignée des licenciements et surexploitation au travail

La course à la rentabilité et à la compétitivité se traduit par la liquidation d'entreprises, le plus souvent de l'industrie, jugées non rentables et dont se dégagent les capitalistes et des conditions de travail de plus en plus insupportables pour les salarié·es qui ont encore un emploi. Ainsi la CGT a-t-elle dénombré 381 PSE (« *plans de sauvegarde de l'emploi* », de licenciements en fait) et 300 000 licenciements, sans même qu'y soient comptés les fermetures de PME difficiles à chiffrer et des dizaines de milliers de licenciements à bas bruit, faillites de petits artisans et commerçants qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts du fait entre autres de la baisse de la consommation et de l'augmentation du coût des matières premières et de l'énergie.

A cette catastrophe sociale qui frappe les travailleurs du privé, il faut ajouter les conséquences de la réduction des budgets des fonctions publiques, des collectivités territoriales et de la protection sociale, hausse de la préca-

rité, non remplacement des départs en retraite, fins de contrat. Le tout se traduit par une dégradation accélérée des conditions de travail et de vie de l'ensemble des classes populaires. Une récession est en route.

Désarmer la colère sociale...

Bien conscients du mécontentement général et de l'exaspération sociale que suscite cette offensive parmi les travailleurs et la population, gouvernement et patronat sont à la manœuvre pour tenter de désamorcer la révolte qui couve.

D'un côté la démagogie d'extrême droite, xénophobe et raciste des Retailleau pour assommer, semer le trouble et tenter de dresser les travailleurs les uns contre les autres, de l'autre la farce de la concertation entre « partenaires » sociaux, du dialogue social auquel se prêtent les directions syndicales. Alors que le conclave sur les retraites, dans son format aujourd'hui réduit après le départ de FO et de la CGT continue de discuter des retraites, sont avancés des projets de conférences sur le financement de la protection sociale et sur les conditions de travail.

Les directions syndicales se disent partantes pour y participer alors que ces conférences ne sont que des mises en scène pour faire accepter de nouveaux coups contre les travailleurs. La CGT et la CFDT ne font qu'avancer des solutions sous forme de « propositions » dont se fichent éperdument les dirigeants du patronat et du gouvernement. Ce syndicalisme de proposition et de dialogue est impuissant et paralyse les mobilisations. Prétendre négocier, dans le cadre du système, une politique capitaliste moins injuste, plus sociale, est une blague alors que les travailleurs et la population sont confrontés à une offensive brutale et inédite du capital qui lui est dictée par la concurrence, la guerre commerciale mondialisée. La défense des intérêts immédiats des travailleurs implique d'être prêts à mener la lutte contre le système lui-même, l'exploitation, le profit.

... ou contribuer au regroupement des forces contre la dictature du CAC40 et de Wall Street

Et de fait, la colère et le mécontentement s'expriment à travers une multitude de grèves, isolées les unes des autres certes mais prises en main par les salariés eux-mêmes, travailleurs du social qui, patiemment, organisent leur mobilisation et son extension, les personnels des Eh-pads, qui sont parmi les plus exploités dans le secteur de la santé, les déchetteries, des luttes contre les licenciements, contre le management dictatorial, pour la hausse des salaires et souvent pour tout cela à la fois.

Chaque lutte, chaque mobilisation participent à la préparation d'un mouvement d'ensemble qui mûrit, d'une explosion sociale et politique inévitable. Loin de les redouter, les travailleur·ses ont besoin de les préparer démocratiquement pour les diriger eux-mêmes sans craindre l'affrontement avec l'État et les patrons, leurs politiciens aux ordres ni de les inscrire dans la perspective

de la prise en main par le monde du travail, les femmes, la jeunesse des rênes de l'économie et de la société vandalisées par la violence du Capital.

L'appel de la CGT et de la FSU à la mobilisation du 5 juin pour les retraites, les salaires, contre les licenciements, bien que sans lendemain et dans l'objectif illusoire du vote à l'Assemblée d'un projet de loi abrogeant la réforme des retraites présenté par le PCF lors de sa niche parle-

mentaire, sera l'occasion de dire notre colère dans la rue, de nous réunir aussi pour discuter de nos revendications, en particulier l'interdiction des licenciements, pour discuter des moyens de faire plier le pouvoir, de tisser des liens pour aller vers un mouvement d'ensemble du monde du travail.

Galia Trépère

Gaza, la guerre génocidaire d'Israël, l'hypocrisie abjecte de ses alliés ou la déroute des vieilles puissances impérialistes occidentales

« C'est une honte » avait dit Macron face aux nouveaux drames insoutenables provoqués par l'intensification de la guerre génocidaire d'Israël. Il prétend aujourd'hui que la reconnaissance d'un Etat palestinien est « un devoir moral », ce qu'il n'a toujours pas fait, affichant sans scrupule le masque de son hypocrisie moraliste avec des insultes en guise de réponse de Netanyahu. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères a dénoncé « la violence aveugle et le blocage de l'aide humanitaire » à Gaza devenue « un mouroir, pour ne pas dire un cimetière » en participant à une déclaration commune du Royaume-Uni, de la France et du Canada s'indignant de l'intolérable « niveau de souffrance humaine à Gaza ». « L'intensification des opérations militaires d'Israël à Gaza, visant des infrastructures civiles - dont une école servant de refuge à des familles palestiniennes déplacées - et provoquant la mort de civils, y compris des enfants, est odieuse », a déclaré la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Cette dénonciation n'entache en rien son soutien à Israël qui ainsi que le déclarait le chef de la diplomatie allemande « ne doit pas être instrumentalisé au profit de la guerre » !

Les velléités de l'UE de rompre les traités établissant des relations privilégiées avec l'État théocratique sioniste restent dans le cadre du soutien inconditionnel accordé à celui-ci par les vieilles puissances impérialistes occidentales qui ont, depuis son origine, armé, financé, défendu et justifié le régime sioniste et la colonisation des terres du peuple palestinien. Depuis le 7 octobre, elles ont justifié, soutenu et contribué au massacre de plus de 53 000 Palestiniens dont une majorité de femmes et d'enfants, à la destruction de toutes les universités, hôpitaux et institutions civiles majeures de la bande de Gaza. Elles ont réprimé toute opposition à la guerre dénoncée comme antisémite et islamiste et continuent de le faire.

L'opération - baptisée « Les chars de Gédéon » - décidée le 6 mai, à l'unanimité, par le cabinet de guerre du gouvernement israélien, représente une escalade dans la guerre qui ne permet plus d'ignorer son véritable objectif affiché et revendiqué par Netanyahu depuis le début, l'extermination du peuple palestinien, une occupation massive de Gaza par le déploiement de dizaines de milliers de réservistes.

Comme le résumait Smotrich, le ministre des Finances, l'extrême droite suprémaciste et intégriste du gouvernement de Netanyahu, « le cabinet a décidé qu'il n'y aurait aucun retrait des territoires occupés de Gaza - même pas en échange des otages. Nous occupons Gaza pour y rester. [...] C'est une guerre pour la victoire. Il est temps d'arrêter d'avoir peur du mot occupation ».

Ce plan de colonisation totale a pour objectif de « promouvoir le plan Trump visant au départ volontaire des habitants de Gaza ». C'est la politique de la terre brûlée défendue par Netanyahu : « Nous détruisons de plus en plus de maisons ; ils n'ont nulle part où retourner. Le seul résultat inévitable sera le désir des Palestiniens d'émigrer en dehors de la bande de Gaza. » Elle s'accompagne de l'expansion de la colonisation en Cisjordanie. « Nous avons pris une décision historique pour le développement des implantations : 22 nouvelles localités en Judée-Samarie », a déclaré jeudi dernier le même ministre.

Devant la colère soulevée dans l'opinion internationale par les bombardements incessants et la politique visant à affamer la population dont des milliers d'enfants, les USA eux-mêmes ont dû réagir après plus de deux mois et demi d'arrêt de l'aide humanitaire pour, disaient-ils, la prendre en charge avec l'armée israélienne à la place de l'ONU et des ONG internationales. Cette semaine, cette tentative de prendre le contrôle de l'aide humanitaire a tourné à la débâcle, au chaos et s'est révélée comme une sinistre opération de propagande contre les ONG qu'Israël empêche de faire leur travail dans sa politique criminelle de guerre par la faim.

Les grimaces d'indignation des dirigeants des grandes puissances occidentales ne font que souligner que non seulement elles sont complices de l'État sioniste mais qu'elles sont aussi actrices dans cette guerre comme elles l'ont toujours été. La dernière proposition de cessez-le-feu venant des USA qu'aurait approuvée Israël rentre dans cette mise en scène de jeu de rôle diplomatique, cessez-le-feu qui sonne comme un ultimatum avant « anéantissement ». Ces indignations, faux semblants et manœuvres reposent sur un mensonge historique, la falsification et la déformation de l'histoire des Palestiniens pour taire le fait que les crimes d'Israël sont leurs crimes, aboutissement de leur politique et manœuvres impérialistes pas-

sées et, aujourd'hui, de leur offensive sous la direction des USA pour sauvegarder leur domination dépassée.

La Nakba, la catastrophe, « un processus continu »¹ qu'Israël et les USA veulent conduire à son terme

« *Le but de la guerre n'est pas encore atteint. Nous avons un plan bien conçu. Le monde nous dit de mettre fin à cette guerre. Je suis prêt à le faire dans des termes qui satisfont la sécurité d'Israël : les otages doivent être rendus, les dirigeants de la bande doivent s'exiler et le plan Trump doit être mis en place* », c'est ainsi que Netanyahou a, une nouvelle fois, défini les objectifs de la guerre. Ces objectifs sont ceux de l'État d'Israël et des USA, le plan Trump, c'est l'occupation de Gaza, ce qui signifie aussi l'occupation de la Cisjordanie et le déplacement des Palestiniens hors de la Palestine transformée en Grand Israël. Une nouvelle Nakba, une nouvelle catastrophe, condamnant les Palestiniens à l'exode, un exode sans retour.

« *La Nakba, écrit Joseph Daher, n'est pas un accident de l'histoire ou de la guerre, mais le résultat de plusieurs décennies de lutte pour la mise en œuvre d'une politique d'exclusion par le mouvement sioniste, elle s'est poursuivie après la proclamation de l'État d'Israël en 48 et la première guerre qui permit à Israël de s'appropriier par la violence 78 % de la Palestine et transforma 700 000 Palestiniens en réfugiés. La nature même du sionisme est colonialiste et expansionniste en accord avec les visées impérialistes des puissances impérialistes la Grande-Bretagne puis les USA. 5 millions de réfugiés palestiniens survivent aujourd'hui dans des camps et des villes du Proche et Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.* »

La déclaration Balfour de 1917 par laquelle la Grande Bretagne soutenait la revendication d'un foyer national juif en Palestine du mouvement sioniste – né au XIX^{ème} siècle en réaction à l'antisémitisme européen et aux pogroms de Russie en même temps que la politique coloniale et impérialiste des grandes puissances européennes – visait à utiliser le sionisme contre les aspirations à l'indépendance des Arabes au moment de l'effondrement de l'Empire ottoman à la fin de la première guerre mondiale.

Herzl, fondateur du sionisme, définit cet Etat dans son livre *L'État des juifs* comme l'« *avant-garde de la civilisation contre la barbarie* ». Il s'inscrit dans les visées coloniales et impérialistes de la Grande-Bretagne au Moyen-Orient. Commence une longue histoire d'expropriation par la violence économique, la paupérisation des Arabes, par la violence, les attentats qui prendront une dimension étatique après la Seconde guerre mondiale et la fondation de l'État d'Israël en 1948 en conséquence des crimes de l'impérialisme allemand et du refus, de l'incapacité des puissances occidentales dites démocratiques à offrir une perspective aux Juifs.

En 1947, deux ans après la libération des camps d'extermination nazis, l'Assemblée générale de l'ONU adopte un plan de partage de la Palestine qui offre aux Juifs du monde entier une terre qui conduira à une guerre israélo-arabe ainsi qu'à l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens, la Nakba. C'est le point de départ d'une guerre sans fin au mépris des résolutions de l'ONU reconnaissant les droits des Palestiniens.

Ainsi que l'écrit Joseph Daher, Israël « *constitue la force de police locale des puissances impérialistes occidentales* » et devient leur instrument pour assurer leur mainmise sur le Moyen-Orient et le pétrole, avec la complicité active des États arabes dictatoriaux qui sont devenus des alliés des grandes puissances occidentales soucieux de « normaliser » leurs relations avec Israël en acceptant l'éradication de la Palestine.

Les accords d'Abraham de 2020 conclus à l'initiative de Trump s'inscrivaient dans cette évolution pour construire la collaboration de l'Égypte, de l'Arabie saoudite avec Israël mais la suite a montré que cette collaboration ne pouvait se réaliser si le sort du peuple palestinien ne trouvait pas de réponse.

C'est dans ce contexte qu'intervient le 7 octobre et c'est ce contexte qui explique la guerre génocidaire qui vise à régler du point de vue sioniste la question palestinienne. La politique mettant le projet sioniste au service des intérêts impérialistes a sa propre logique infernale qui entraîne l'ensemble des acteurs dans des enchaînements et escalades dont ils perdent le contrôle. Les inquiétudes et les indignations bien prudentes et retenues des puissances occidentales, USA inclus, à l'égard d'Israël en sont l'expression.

Trump joue ses propres cartes, génocide et nouveau désordre du capitalisme financiarisé mondialisé

Huit cents avions de transport et 140 navires ont livré plus de 90 000 tonnes d'armements et d'équipements militaires des Etats-Unis à Israël depuis le début de l'offensive à Gaza. Depuis 2016, l'État sioniste perçoit 4 milliards de dollars par an d'aide militaire, qui servent à acquérir des armements « made in USA ». Les Etats-Unis ont, en outre, investi plus de 1,5 milliard dans le développement du système de défense antimissile israélien surnommé « *dôme d'acier* ».

S'ajoutent 22 milliards de dollars pour le financement d'achats supplémentaires d'armes ou le transfert de matériel militaire prélevé sur des stocks américains pour permettre à l'armée israélienne de mener la guerre dans la bande de Gaza ainsi que les opérations lancées au Liban, en Syrie et contre les Houthis au Yémen.

Un tel effort de guerre constitue bien une intervention directe de la première puissance mondiale dans le génocide en cours dont la proposition de Trump de déporter plus de deux millions de Palestiniens de Gaza vers l'Égypte et la Jordanie définit l'objectif.

1 *Gaza un génocide en cours*, Joseph Daher, Éditions Syllepse

Les ambitions géostratégiques de l'État d'Israël sont la négation des droits du peuple palestinien et impliquent son élimination, projet que partagent les USA qui ne veulent cependant pas se laisser emporter par la fuite en avant guerrière du sionisme et tentent de garder la main ainsi que de faire respecter leurs intérêts économiques. C'était le sens du voyage de Trump au Moyen Orient et ses accords avec l'Arabie saoudite laissant Israël et Netanyahou de côté.

« Porter atteinte sous forme d'une législation ou de mesures administratives aux intérêts d'entreprises américaines est inacceptable », a expliqué l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël au ministre israélien des Finances. Les Etats-Unis entendent en particulier préserver les intérêts de Chevron qui a acquis une influence prédominante dans l'exploitation des deux principaux champs gaziers israéliens exploités en Méditerranée au large de Gaza.

La politique des USA n'est pas un simple soutien à Israël, ils poursuivent leur propre politique en fonction des nouveaux rapports de force créés par la guerre génocidaire, les attaques au Liban et le renversement, en décembre 2024, du dictateur syrien Al-Assad, l'affaiblissement de l'Iran, et voudraient éviter une déstabilisation qui embraserait la région.

Il est difficile d'imaginer qu'ils puissent contrôler le chaos qu'ils ont eux-mêmes créé par un improbable jeu de balance entre les ambitions d'Israël, l'Arabie saoudite, la Syrie, le Liban et l'Iran ainsi que la Turquie. Les affrontements régionaux seront au contraire plus incertains et enchevêtrés que jamais, attisés par la montée des conflits dans le reste du monde.

La guerre génocidaire d'Israël signe le monstrueux échec des vieilles puissances impérialistes occidentales aujourd'hui sous la férule des USA, la condamnation de leur domination barbare, une étape décisive dans leur marche à la faillite, leur effondrement.

Leurs réserves et indignations hypocrites sont bien impuissantes, cyniques et dérisoires au regard du terrible séisme que représente le génocide en cours, impuissantes à donner le change pour résister à la révolte accumulée au sein des masses arabes, israéliennes et dans le monde.

Notre solidarité internationaliste, la lutte révolutionnaire contre notre propre bourgeoisie

Il n'y a pas d'autre espoir d'une issue humaine, progressiste, démocratique pour mettre un terme à la furie sanglante, meurtrière et dominatrice des dirigeants sionistes et de leurs alliés occidentaux qui ont fait de leur engagement avec et aux côtés de l'État sioniste l'axe de leur politique tant international qu'intérieur. Le soutien au peuple palestinien, la lutte contre le sionisme assimilés à l'antisémitisme constituent le cœur de l'offensive idéologique, politique de la droite et de l'extrême droite devant laquelle la gauche a depuis longtemps capitulé à l'heure où le réarmement, le militarisme deviennent déterminants dans la politique du capital occidental.

La guerre d'Israël est le fer de lance de la lutte des puissances occidentales pour perpétuer leur position dans le monde contre les anciens peuples coloniaux devenus des puissances capitalistes et contre leur propre classe ouvrière. Continuité de leur politique coloniale et impérialiste, elle en concentre l'horreur, la barbarie, l'inhumanité, la folie sans autre but que de perpétuer une domination, un pouvoir, des privilèges dépassés par l'histoire.

Elle est la manifestation d'un capitalisme sénile emporté par ses propres convulsions, ses peurs face à une fin annoncée.

Il est illusoire et mensonger, aveugle, de laisser croire que le droit international pourrait être respecté, que l'État français pourrait rompre ses engagements et changer de politique sous la pression de simples protestations, de mobilisations qui n'auraient pas d'autres objectifs que de lui demander de reconnaître l'État palestinien ou de cesser toute coopération avec Israël.

La guerre d'Israël est l'axe déterminant de la politique des vieilles puissances dont la récente indignation ne peut faire oublier les crimes monstrueux qui sont l'histoire même de leur domination, l'histoire des conquêtes et des guerres coloniales.

La guerre génocidaire d'Israël participe de la même politique et elle prépare ainsi que la guerre d'Ukraine de nouveaux affrontements militaires absurdes et meurtriers qui sont inscrits dans l'impasse de l'évolution du capitalisme financier mondialisé, dans exacerbation de la concurrence, la menace de krach et de faillite.

Notre solidarité, c'est dire cette vérité sans laisser croire qu'il y a la moindre issue, la moindre solution dans le cadre de la barbarie du capitalisme sénile.

Le vaste mouvement de condamnation et de révolte qui se déploie à travers le monde contre le génocide est amené à en prendre conscience, à faire l'expérience que la seule issue aux drames engendrés par la domination capitaliste est dans la lutte collective des classes exploitées et opprimées contre leur propre bourgeoisie, contre leur propre Etat pour s'unir par-delà les frontières.

L'espoir, dans la tragédie en cours, est porté par la minorité de la population israélienne qui se mobilise contre les crimes de guerre menés en son nom, contre Netanyahou, son mépris de la vie des otages, sa dictature fascisante et se révolte contre le sort fait aux Palestiniens.

Elle montre que la coexistence fraternelle entre le peuple israélien et les peuples arabes voisins que veulent empêcher la dictature israélienne ainsi que les dictatures des pays arabes est possible. Elle est la seule issue humaine et progressiste, elle se réalisera à travers la déroute des tyrans qui prétendent protéger les peuples qu'ils sacrifient à leurs propres intérêts, à ceux d'une minorité capitaliste et le combat pour construire une fédération des peuples du Moyen-Orient.

Ce combat c'est aussi le nôtre, ici, pour avancer vers la solidarité des travailleur-ses, de la jeunesse par-delà les

frontières pour en finir avec la barbarie capitaliste, la guerre.

Défendre cette perspective est notre solidarité. Elle vise à rassembler autour d'une politique internationaliste contre le génocide de Gaza, contre le militarisme et le réarmement, contre la guerre d'Ukraine en toute indépen-

dance des illusions sur la possibilité de concilier paix et capitalisme. Mettre fin au génocide, à la guerre d'Ukraine, faire vivre la solidarité avec le peuple palestinien, empêcher la marche à la mondialisation de la guerre, est une lutte internationaliste contre notre propre bourgeoisie.

Yvan Lemaitre